

Article 1^{er} : En application des articles L. 5214-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, il est formé entre les communes de :

Agnicourt-et-Séchelles, Assis-sur-Serre, Autremencourt, Barenton-Bugny, Barenton-Cel, Barenton-sur-Serre, Bois-les-Pargny, Bosmont-sur-Serre, Chalandry, Châtillon-les-Sons, Chéry-les-Pouilly, Cilly, Couvron-et-Aumencourt, Crécy-sur-Serre, Cuirieux, Dercy, Erlon, Froidmont-Cohartille, Grandlup-et-Fay, Marcy-sous-Marle, Marle, Mesbrecourt-Richecourt, Monceau-le-Waast, Montigny-le-Franc, Montigny-sous-Marle, Montigny-sur-Crécy, Mortiers, La Neuville-Bosmont, Nouvion-et-Catillon, Nouvion-le-Comte, Pargny-les-Bois, Pierrepont, Pouilly-sur-Serre, Remies, Saint-Pierremont, Sons-et-Ronchères, Tavaux-et-Pontséricourt, Thiernu, Toulis-et-Attencourt, Verneuill-sur-Serre, Vesles-et-Caumont, Voyenne.

Une communauté de communes qui prend la dénomination de

«Communauté de communes du Pays de la Serre»

Article 2 : La communauté de communes a pour objet la mise en œuvre de toute procédure destinée à assurer le développement des communes membres.

La communauté de communes exerce les compétences suivantes :

Au titre des groupes de compétences obligatoires :

1^{er} groupe : Aménagement de l'espace

- Elaboration, approbation, conduite et révision d'un schéma de cohérence territorial (SCOT) et des schémas de secteur,
- Elaboration, approbation, conduite, révision et modification de Plan Local d'Urbanisme intercommunal, de document d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale,
- Mise en œuvre du projet de territoire et de la charte intercommunale de développement et d'aménagement du Pays de la Serre,
- Création et gestion de zones d'aménagement concerté (ZAC) d'intérêt communautaire. Est reconnue ZAC d'intérêt communautaire :
 - toute ZAC à vocation économique,
 - toute ZAC à vocation autre qu'économique de plus de 50 hectares.
- Aménagement rural.

2^{ème} groupe : Actions de développement économique intéressant l'ensemble de la communauté

- Etude et réalisations en matière de soutien, de développement et de restructuration du commerce, de l'artisanat, des services et des activités agricoles,
- Accueil, conseil et accompagnement des créateurs et chefs d'entreprise,
- Actions de développement économique compatibles avec le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation,
- Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire,
- politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire,
- promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme.

3^{ème} groupe : Protection et mise en valeur de l'environnement

- Collecte et Traitement des déchets ménagers et assimilés.

4^{ème} groupe : Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage.

Au titre des compétences optionnelles :

1^{er} groupe : Protection et mise en valeur de l'environnement

- Soutien aux actions de protection du milieu naturel,
- Contrôle de conception, d'implantation et de bonne exécution des installations neuves ou réhabilitées d'assainissement non collectif, contrôle du bon fonctionnement et contrôle de l'entretien de toutes les installations existantes d'assainissement non collectif, dans le cadre de la gestion du service public d'assainissement non collectif (S.P.A.N.C)

2^{ème} groupe : Politique du logement social d'intérêt communautaire et actions, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées

- Réalisation des études et suivi-animation des procédures et outils opérationnels en matière de politique de l'habitat et d'amélioration de logements,
- Constitution d'un parc communautaire de logements locatifs par :
 - l'acquisition ou la location par la communauté de logements anciens en vue de leur rénovation ou de leur réhabilitation.
 - l'acquisition de terrains et la construction de logements neufs par la communauté.

Le patrimoine privé communal est exclu de cette politique. Cependant une commune peut, par délibération du conseil municipal et en accord avec l'assemblée délibérante intercommunale, confier par location ou céder à la communauté de communes un élément de son patrimoine pour qu'il s'inscrive dans cette politique.

- la gestion de ce parc de logements locatifs.

3^{ème} groupe : Création, aménagement et entretien de voiries d'intérêt communautaire

- Voiries desservant les zones d'activités économiques, les lotissements communautaires et les équipements intercommunaux. La compétence s'applique aux voies d'accès depuis la zone d'activités, le lotissement ou l'équipement jusqu'aux carrefours avec les voies communales ou départementales les plus proches.

4^{ème} groupe : Actions sanitaires et sociales d'intérêt communautaire

- Maisons de santé pluridisciplinaires contribuant à maintenir la présence de professionnels,
- Insertion des publics en difficultés,
- Création et gestion d'un service de portage de repas à domicile et aux restaurants scolaires,
- Création, gestion ou soutien des services liés à la garde des enfants,
- Organisation du service emploi-formation. Accueil, information, formation des jeunes, des demandeurs d'emplois, de la population et des entreprises membres et tout soutien aux associations ou organisations œuvrant dans ce domaine.

5^{ème} groupe : Création et gestion des Maisons de Services Au Public (MSAP) et définition des obligations de service public afférentes en application de l'article 27-2 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;


Pays de la Serre
Communauté de Communes

Au titre des compétences facultatives :

- 1) Réalisations d'activités sportives, de loisirs, culturelles par la mise en œuvre d'actions à caractère sportif, de loisirs, périscolaire, culturel.
- 2) Développement des loisirs et du tourisme et définition d'itinéraires de randonnée, jalonnement, entretien, animation et valorisation de ces circuits.
- 3) Mise en œuvre et gestion d'une école de musique intercommunale.
- 4) Constitution d'un parc de matériel intercommunal.
- 5) Mise en œuvre de la Charte et du Contrat du Pays du Grand Laonnois.
- 6) Elaboration du plan de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements des espaces publics.
- 7) La communauté de communes peut, dans le cadre de ses compétences, à la demande de collectivités et d'établissements publics assurer :
 - des prestations de services et d'ingénierie de travaux pour le compte des collectivités, de groupements de collectivités et d'établissements publics, uniquement dans le cadre de compétences en lien avec celles de la communauté de communes et dans un cadre concurrentiel,
 - une maîtrise d'ouvrage déléguée dans le cadre de conventions de délégations de maîtrise d'ouvrage.
- 8) Réseaux et services locaux de communications électroniques ;
 - La construction d'infrastructures et réseaux de communications électroniques,
 - L'acquisition de droits d'usage à des fins d'établir et d'exploiter des infrastructures et des réseaux de communications électroniques,
 - L'acquisition des infrastructures ou réseaux de communications électroniques existants,
 - La mise des infrastructures ou réseaux à disposition d'opérateurs ou d'utilisateurs de réseaux indépendants,
 - L'exploitation d'infrastructures et réseaux de communications électroniques

Article 3 : Le siège de la communauté de communes est fixé au 1, Rue des Telliers – 02270 CRECY SUR SERRE.

Article 4 : La communauté de communes est instituée pour une durée illimitée.

Article 5 : La communauté de communes est administrée par un conseil de communauté composé de délégués élus par les conseils municipaux des communes adhérentes. La représentation des communes au sein du conseil de communauté est composée comme suit :

- Marle : 8 conseillers communautaires,
- Crécy-sur-Serre, Couvron-et-Aumencourt : 5 conseillers communautaires par commune,
- Barenton-Bugny, Chéry-les-Pouilly, Pouilly-sur-Serre, Tavaux-et-Pontséricourt : 2 conseillers communautaires par commune,
- autres communes : 1 conseiller communautaire titulaire et 1 conseiller communautaire suppléant par commune.

Article 6 : Le conseil de communauté désigne parmi ses membres un bureau composé de 24 membres, dont le Président et 7 Vice-présidents. Les 24 membres sont repartis également entre les communes issues des cantons de Crécy-sur-Serre et de Marle, tels que définis avant application du décret n°2014-202.

Article 7 : L'adhésion de la communauté de communes à un syndicat mixte est décidée par le conseil de communauté statuant à la majorité qualifiée, dans le cadre de ses compétences.

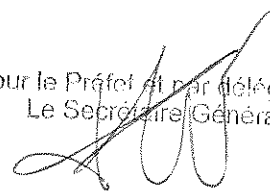
Suivi des modifications :		
Arrêté préfectoral n°0	27-06-1986	Création du Syndicat du Pays de la Serre
Arrêté préfectoral n°1	04-12-1992	Liste des communes intéressées au sein d'un périmètre intercommunal de solidarité
Arrêté préfectoral n°2	17-12-1992	Création de la Communauté de communes du Pays de la Serre
Arrêté préfectoral n°3	19-01-1993	Désignation du Releveur de la Communauté de communes du Pays de la Serre
Arrêté préfectoral n°4	13-09-1994	Adhésion de communes nouvelles (SAINT-PIERREMONT, SONS-ET-RONCHERES, MONTIGNY-SOUS-MARLE)

Arrêté préfectoral n°5	03-11-1994	Modification du nombre de membre du bureau communautaire et changement de siège
Arrêté préfectoral n°6	30-01-1995	Extensions de compétences (Déchets ménagers et assimilés)
Arrêté préfectoral n°7	07-11-1995	Adhésion d'une commune nouvelle (AUTREMENCOURT)
Arrêté préfectoral n°8	23-07-1997	Extensions de compétences
Arrêté préfectoral n°9	16-12-2003	Extensions de compétences
Arrêté préfectoral n°10	18-12-2003	Notification de la DGF bonifiée
Arrêté préfectoral n°11	23-03-2006	Extensions de compétences
Arrêté préfectoral n°12	20-10-2010	Extensions de compétences (MSP et PAVE) et changement de siège
Arrêté préfectoral n°13	07-06-2013	Modification de la composition du conseil communautaire
Arrêté préfectoral n°14	03-07-2013	Extensions de compétences (Prestations pour compte de tiers et MOD)
Arrêté préfectoral n°15	11-12-2014	Modification de la composition du conseil communautaire (QPC SALBRY)
Arrêté préfectoral n°16	11-08-2016	Extensions de compétences (THD)

VU POUR ETRE ANNEXE

A MON ARRETE DU 17 FEV. 2017

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général



Perrine BARRÉ

